



Plan déchets 2026, un dialogue social qui n'en a que le nom!

Manifestement, cette direction se satisfait de ce qui ne fonctionne pas. Après avoir harangué les personnels dans les zones avec des questions dirigées et des menaces de faire rentrer le privé si les agents ne se plient pas à venir travailler les jours fériés (un besoin de 180 agents), les samedis étant mis à l'ordre du jour, un bilan des questionnaires nous a été fait en séance ce 8 novembre 2023 :

Sur la totalité des agents de collecte, 170 agents ont participé à ces « réunions » en salle d'appel (60 en zone B, 20 en zone centre/nord, 90 en zone C). Evidemment, ce constat navrant du peu de monde impliqué démontre le faible engouement pour ce projet car la confiance n'y est plus tout simplement. Et encore, nous avons insisté pour que les agents viennent. Une conduite au changement de haut niveau !

Alors que nous rapportons les inquiétudes de la remise en cause des acquis et des conditions de travail, nous avons été accusés d'être agressifs envers la direction. A vouloir se faire passer en martyrs, cela ne fonctionne pas ou plus. La véritable agression provient bien de la remise en question des acquis et des conditions de travail, pas celle de vouloir se défendre ! A vouloir essayer d'inverser les rôles ne fonctionne pas !!

Si nous sommes persuadés que nous pouvons avancer sur les thématiques de la prévention et de la formation, il n'en est pas de même pour le passage en fréquence du 1+1 (que ne veulent pas les agents) qui se fait en marche forcée et sur toutes ses conséquences : bacs plus lourds, temps de travail rallongés, perte de secteurs, service public amoindri... Il n'y a qu'à se rendre compte des communes déjà en 1+1. On attend de voir aussi sur l'optimisation des secteurs quand on voit que la moyenne du temps de travail pour les communes en 1+1 existantes a été calculée avec l'ensemble des secteurs et non par communes et tournées !

En séance, nous avons demandé à avoir les élus en face, puisque décideurs.

Quoi qu'il en soit, nous avons pu relever le manque de méthode, dénoncé les menaces de faire entrer le privé, du travail obligatoire des jours fériés, du samedi... De part ces « réunions » en salle d'appel et de la façon dont ont été menés ces débats dirigés, la Direction a mis fin à deux années de discussions sur ce volet social et autour de la table, on se demandait s'il en valait la peine de continuer à se faire balader. La CGT n'est pas fervente de la chaise vide car des emplois sont en jeu. Mais face à certaines insistances, nous voilà obligés de faire autrement et de mobiliser.

Nous avons aussi fait connaissance du nouveau Directeur qui nous a assuré qu'il n'était pas question de privatiser. Dont acte, mais la question ne se limite pas seulement à cela. Il faudra par ailleurs formaliser.

Ce que demande la CGT (liste non exhaustive) :

Pas de passage en fréquence 1+1 ; Redimensionnement des communes déjà en 1+1 pour des secteurs supplémentaires ; Pas de perte de secteurs ; créations de secteurs avec les moyens humains et matériels ; Pas de travail les samedis ; Garder le volontariat pour les jours fériés ; rémunération des jours fériés à hauteur de 20 heures supplémentaires ; Octroi de 5 jours de pénibilité supplémentaires ; De remettre en place les groupes associant les représentants du personnel (règle 5 du règlement du tirage) ; reprise en régie de l'hypercentre de Bordeaux ; Mettre en place une véritable politique de service public et non sa destruction...

Les personnels n'ont plus confiance et cette marche forcée démontre une envie évidente d'entamer un bras de fer avec les agents et leurs représentants. Ils n'ont pas demandé cette réorganisation au parfum de dysfonctionnements et de casse du service public. Nous le répétons, la CGT, avec les personnels, ne laissera pas le service se faire détruire par une gestion du privé dont les méthodes sont connues pour que seule la rentabilité émerge au détriment du service public. Ce discours doit disparaître, nous en avons que faire. Ceux qui ont une nostalgie du privé ont le loisir d'y retourner !

La prochaine réunion aura lieu le 13 décembre 2023 où sera vraisemblablement présenté l'avancement à la zone nord. Mais comment faire confiance là aussi à ce retour alors que des dysfonctionnements persistent ? D'ici-là, les mesures nécessaires peuvent être envisagées.

Envie de faire changer les choses ?

SYNDIQUEZ-VOUS !

[Visitez notre page sur TATOU](#)

